

« L'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de toute domination de classe » (extrait des statuts de l'A.I.T.).



Paris le 14 janvier 2023

Pour nos retraites, pour nos salaires : **En grève le 19 janvier 2023 !**

NON au report à 64 ans, NON à l'allongement de cotisations

Le gouvernement vient d'annoncer une énième contre-réforme de nos retraites, avec toujours la même obsession : nous faire travailler plus pour gagner moins. Ne soyons pas naïfs ou dupes en pensant que le système actuel est parfait, mais il convient au contraire de protéger les fondations du système de répartition tout en faisant annuler les précédentes contre-réformes pour proposer de véritables améliorations. Nos retraites, ce sont avant tout nos cotisations, donc du salaire « différé ».. La volonté du gouvernement est tout simplement de faire payer aux français les cadeaux fiscaux accordés aux plus riches pendant cette crise sanitaire, et qui se sont purement et simplement enrichis grâce à l'argent des contribuables ! Et cela au détriment de la majorité des salariés, retraités et chômeurs, qui subissent l'inflation sans aucune mesure de protection de leur pouvoir d'achat.

Carrières longues, métiers pénibles, bas salaires : les premiers touchés par cette contre-réforme patronale

Dans nos secteurs -l'agro-alimentaire, la métallurgie, BTP, le caoutchouc ou encore la logistique, nous sommes souvent confrontés aux métiers pénibles, aux horaires atypiques et travail posté, à la sous-traitance, mais aussi aux carrières longues avec nombre d'entre nous qui ont commencé avant 20 ou 18 ans. Cette contre-réforme ne fera qu'accentuer des conditions déjà défavorables. A l'heure où déjà à 62 ans, 25% des travailleurs les plus pauvres, majoritairement des hommes sont déjà morts et cela avant même l'âge de leur retraite, quand sera t-il à 64 ans ? De même, qu'en sera t-il pour les femmes qui cumulent souvent des temps partiels, ont aussi des carrières incomplètes et des salaires majoritairement plus faibles ? Sans parler des nombreuses suppressions d'emplois, des fermetures d'usines, où peu de nos collègues ont connu des carrières entières et surtout linéaires, avec un mode de calcul actuel sur les 25 meilleures années, ce qui est déjà scandaleux.

Cette réforme est un véritable danger

- le report de l'âge légal ne permettra plus de partir avant 64 ans. Signalons au passage que la contre-réforme précédente permettait de partir avant, mais avec une décote importante (en général 25%), nous obligeant déjà à partir plus tard, et même après 64 dans nos secteurs ! ;
- l'allongement de la durée de cotisation à 43 ou 44 ans est quasi-impossible, au regard du contexte social et économique, de nos métiers, mais aussi et simplement d'un point de vue de nos conditions de travail et du projet de société : est-ce normal de travailler toute sa vie et finir épuisé (ou mort!), avec une petite retraite et peu de temps pour en profiter ?

-Le travail devrait au contraire être source d'émancipation collective et individuelle, il est dans la société capitaliste, la plupart du temps surtout un lieu d'exploitation. Travailler dès l'âge de 16 ans comme apprenti n'est pas la même chose que de commencer sa carrière à 25 ans comme cadre supérieur ; les carrières longues doivent être prises en compte, comme les temps partiels subis, les périodes de chômage ou encore le nombre d'enfants.

- La pénibilité des métiers n'est pas réellement reconnue et n'est pas prise en compte ! La France détient le record d'Europe du plus grand nombre de morts au travail sans aucune action et dans l'indifférence du gouvernement. Seule la lutte permettra de changer les choses, par l'action collective.



De l'argent, il y en a dans la poche du patronat

80 milliards en 2022 de dividendes pour les seules entreprises du CAC 40 (soit 1100 euros / habitant), des très hauts salaires pour une minorité de cadres dirigeants, des aides par dizaines et dizaines de milliards d'euros sans contrôle : l'argent, allons le chercher dans la poche du patronat pour le redistribuer !

L'Union Fédérale SUD industrie revendique :

- Des augmentations de salaires maintenant, avec un SMIC à 1800 euros nets et 300 euros pour toutes et tous ; Nous demandons également l'ouverture de négociations obligatoires dans les conventions collectives pour de véritables augmentations et le contrôle des aides publiques accordées au patronat. Augmenter les salaires, c'est augmenter mécaniquement les cotisations contrairement aux primes !! Imposons également une échelle de salaires de 1 à 5 !

- Mettre en place de véritables mesures permettant l'embauche de plus jeunes et un départ progressif des plus âgés en aménageant les postes pour qu'ils puissent exercer des fonctions de tutorat en transmettant les compétences. Embaucher et maintenir l'emploi tout en faisant évoluer les conditions de travail, c'est permettre à chacun de trouver sa place ;

- Le retour à 37,5 annuités comme base de cotisations pour toutes et tous, la prise en compte des carrières longues et pénibilité et situations spécifiques , calculées sur 10 meilleures années et non des 25 meilleures années.

- Le développement de l'industrie et des services publics, pour améliorer la société mais permettre aussi la création d'emploi tout en valorisant nos compétences et savoir faire.



SUD industrie appelle à Grève le 19 janvier, et dès maintenant, à préparer les suites : pour cela il est nécessaire de convoquer partout des assemblées générales des sections syndicales et syndicats, d'animer partout des discussions et réunions avec nos collègues, et de nous préparer : une journée de grève ne suffira pas, une promenade non plus. Il nous faudra, comme pendant les gilets jaunes, faire preuve d'unité, de détermination et de persévérance pour faire annuler ce projet de réforme et gagner de nouveaux droits universels et égalitaires.

Ne comptons que sur nous-mêmes !